

GAZ DE SCHISTE : une mise en scène bien huilée ?

L'Amicale des Foreurs et des Métiers du Pétrole a adressé dimanche une "Lettre ouverte aux députés", en préambule au débat parlementaire d'hier, sur les gaz de schiste.

(http://www.foreurs.org/index.php?option=com_content&view=article&id=258:gaz-et-huiles-de-schiste-lettre-ouverte-aux-deputes)

L'amicale s'y livre en particulier à une tentative de dénigrement du film GASLAND : <http://www.foreurs.org/images/doc/actions/2011/gasland.pdf> sur la base d'un article publié sur un site dédié aux exploitants de gaz naturels et de pétrole. ("Energy In Depth is a project of America's small, independent oil and natural gas producers – men and women responsible for developing nine out of 10 energy sites across the nation")

A noter que nombre des arguments du député François-Michel GONNOT, le rapporteur UMP de la mission parlementaire sur les gaz de schiste, paraissent directement repris de cette lettre ouverte et que personne ne semble s'en être rendu compte jusque là dans la presse ou les médias, particulièrement atones :

- F.M. GONNOT : "... (qu') un groupe qui vient depuis quelque jours de prendre position sur la sortie du nucléaire sans solution alternative vienne aujourd'hui combattre simplement l'idée de chercher dans notre sous-sol"

Lettre ouverte de l'Amicale des Foreurs et des Métiers du Pétrole : « Cette controverse ignore surtout les avantages des gaz et pétroles de schistes, qui pourraient significativement réduire la dépendance aux importations de la France et renforcer sa sécurité énergétique. »

- FMG : "Que cela vous plaise ou non, la technique de fracturation hydraulique est une technique française qui est en usage depuis 40 ans, alors que vous l'avez découverte il y a quelques semaines, et qui est utilisée sur le sol français depuis des décennies, notamment pour la géothermie"

Lettre ouverte : « La technique de fracturation hydraulique n'est pas nouvelle. Il y a plus de 50 ans qu'elle est mise en œuvre de manière parfaitement maîtrisée dans les puits pétroliers. Et cela partout dans le monde. »

- FMG : "je voudrais rappeler également que la technique des puits horizontaux que vous semblez également avoir découvert récemment, est utilisée depuis plus de trente ans et notamment dans le offshore pétrolier, dont Total s'est fait notamment une spécialité"

Lettre ouverte : « L'Amicale des Foreurs et des Métiers du Pétrole (www.foreurs.net) mène depuis plusieurs semaines une campagne pour lutter contre la désinformation actuelle sur ces sources d'énergie et sur leur technique d'extraction, dite de "fracturation hydraulique", qui est visiblement totalement méconnue en France. »

- FMG : "Aujourd'hui nous ne savons pas s'il y a des potentialités importantes d'huiles ou de gaz de schiste dans le sous-sol français, nous ne savons pas s'il y en a suffisamment pour demain -un jour-faire des exploitations ; nous ne savons s'il est rentable aujourd'hui de procéder à cette exploitation ou pas - et qu'il est nécessaire pour répondre à toutes ces questions de forer, c'est à dire de faire de l'exploration"

FMG : "Les permis qui ont été attribués ne sont pas des permis d'exploitation (...) il ne s'agit pas aujourd'hui d'exploiter, il s'agit de chercher dans le sous-sol français"

Lettre ouverte : « Aucune campagne d'exploitation de ces gisements n'est envisagée à l'heure actuelle : seules des campagnes d'exploration sont en projet, afin d'évaluer le potentiel économique des roches-mères. »

- FMG : "Ce que je voudrais simplement dire c'est qu'au-delà de la politique –les cantonales sont finies– (...) je pense qu'il est important que nous procédions avec beaucoup de rigueur, beaucoup de responsabilité dans cette affaire..."

Lettre ouverte : « La controverse actuelle, encouragée par les associations écologiques et favorisée par le contexte électoral, met en danger l'ensemble de l'industrie pétrolière et gazière, y compris les sociétés du parapétrolier, et contribue à propager des clichés sur une industrie parfaitement soucieuse du respect de l'environnement. »

- FMG : "Il faut au moins que nous ayons l'intelligence et la responsabilité de regarder ; de le faire dans des conditions fiscales qui sont aussi à revoir, on a beaucoup parlé du code minier mais il y a aussi la fiscalité qui sera aussi à revoir, dans des conditions juridiques, dans des conditions techniques, dans des conditions environnementales, dans des conditions de santé publique, bien sûr, qui doivent être acceptables, mais je pense qu'on ne peut parler que de cela, tout le reste, c'est de la polémique..."

Lettre ouverte : « L'idée d'adapter la réglementation à cette nouvelle technique nous paraît tout à fait normale : la réglementation doit évoluer de façon que la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels soient réalisées dans le plus grand respect de l'environnement. »

Seule la députée du Parti de Gauche, Martine Billard a réagi en réclamant sa démission : (<http://www.romandie.com/infos/news2/110329183045.glg42op.asp>)

Au-delà des nombreux soupçons qui pèsent déjà sur l'objectivité du rapport d'étape (parce qu'il s'appuie sur deux organismes issus des anciens ponts-et-chaussées et des mines, le CGIET et le CGEDD), et sur la rédaction très controversée et toute récente des articles du code minier consacrés aux produits non conventionnels (le pétrole et gaz de schiste), voici un nouveau et dernier clou enfoncé dans le manque de crédit apporté jusqu'ici par les populations et leurs élus au traitement de ce dossier par le gouvernement.

Un déficit de confiance qui continue de creuser un fossé de plus en plus large, et de nature à renforcer l'idée que - tout étant déjà joué en coulisses - ces attermoissements n'ont pour seul objet que d'amuser la galerie avec un simulacre de débat, alors que la première phase de déploiement de cette nouvelle et juteuse industrie a été engagé au mépris le plus clairement affiché des riverains et des populations concernées.

Dans ces conditions, allons-nous assister au tsunami politique annoncé, ou ne s'agit-il tout simplement que de postures, notamment pour certaines personnalités politiques de l'UMP en crise, et qui savent bien que les jeux sont faits mais qui souhaitent prendre date dès aujourd'hui pour les prochaines élections, tant locales que nationales ? Et qu'il en sera des protestations de la population et de certains de leurs élus comme ce qu'il en a été de la réforme des retraites, du nucléaire, ou de tout ce qui a trait à la démocratie participative en général ?

Ou ne s'agit-il finalement que d'une mise en scène bien huilée ! Que va suivre avec attention le Collectif Stop au pétrole de schiste de Seine-et-Marne, et surtout celui de la Bassée-Montois, directement concerné par la concession de Donnemarie-Dontilly voisine de PROVINS, dont le maire n'est autre que Christian Jacob.